

## Feuille de route de la CES - Élaborer la réponse syndicale face à la montée de l'extrême droite

Résolution de la CES adoptée à la réunion du comité exécutif les 3 et 4 juin 2021

---

### Introduction

Tout oppose syndicats et extrême droite. Non seulement l'histoire syndicale et la fière tradition de lutte contre l'extrême droite, mais aussi les valeurs défendues par les syndicats d'aujourd'hui. Ceux-ci croient par-dessus tout en la solidarité : nous aspirons à une vie meilleure, à la justice sociale et à des opportunités pour tous les travailleurs. Nous défendons l'unité plutôt que la division.

Les groupes d'extrême droite cherchent à diviser les travailleurs. Pour parvenir à leurs fins, ils se servent de l'identité, et plus particulièrement de l'identité « nationale » contre les immigrants ou toute personne considérée comme « étrangère », ou contre des groupes minoritaires tels que les Roms. Parfois, ils ciblent des personnes pour leurs croyances religieuses ou leur appartenance à la communauté LGBTIQ, ou parce qu'elles sont des femmes ou qu'elles appartiennent à un groupe minoritaire pouvant être décrit comme un ennemi. L'extrême droite s'attaque à l'écologie et à la science, qualifiant parfois celles-ci de conspirations d'élites (l'action mondiale en faveur du climat, par exemple, est considérée en effet par certains sympathisants d'extrême droite comme une tentative des élites mondiales de saper les gouvernements nationaux et de détruire l'identité nationale), ou elle défend des théories complotistes, notamment pour s'opposer à la nécessité de prendre des mesures de protection contre le covid, de respecter le confinement, le port du masque ou de se faire vacciner.

L'extrême droite exploite également le discours public, affirmant que les syndicats sont distants des travailleurs et appartiennent à l'élite dirigeante (qu'il s'agisse d'une élite politique corrompue et/ou cosmopolite et/ou libérale, voire d'une élite mondiale), souvent décrite comme établie dans une capitale et coupée de la réalité. L'extrême droite (en ce compris les groupes d'extrême droite) prétend souvent qu'elle mérite davantage que les syndicats la confiance des travailleurs pour représenter les meilleurs intérêts de ces derniers. Certains font même campagne autour de sujets syndicaux traditionnels tels que les salaires équitables et la sécurité de l'emploi. L'extrême droite tente en permanence de s'organiser pour avoir la mainmise sur les lieux de travail, les comités d'entreprise, les branches des syndicats et pour créer des syndicats de « marionnettes ».

S'il est clair que l'extrême droite partage de nombreuses caractéristiques à travers l'Europe, d'importantes différences nationales demeurent. Ainsi, la droite radicale en Europe de l'Est est similaire à ses pendants d'Europe occidentale eu égard aux efforts déployés pour se mobiliser contre les minorités, mais elle possède également des particularités liées à son histoire, qui la distinguent des partis d'extrême droite d'Europe occidentale. Il n'existe pas de remède miracle ni de solution unique de « copier-coller » pour s'attaquer à l'extrême droite. Les syndicats sont plus forts s'ils s'unissent et gagneront par la solidarité et en apprenant les uns des autres.

Le point commun entre tous ces pays est que la montée de l'extrême droite et de l'extrémisme de droite intervient dans un contexte politico-économique où la sécurité professionnelle et économique et les revenus ont diminué. Si l'accélération de l'innovation technologique a aboli certains types d'emploi, elle en a aussi déqualifié et banalisé d'autres. Des modèles délibérés de relations individualisées et fragiles sont encouragés sur le lieu de travail au détriment des solutions collectives. Peu de

personnes ont à ce jour réellement tiré parti de l'amélioration continue espérée du bien-être et des conditions de vie et de travail. On assiste au contraire à l'émergence d'un précarité grandissant, sans perspectives claires à long terme.

Le contre-argument syndical de l'extrémisme de droite consiste à montrer que ces expériences de dépossession et d'insécurité sont partagées par différents groupes de travailleurs et communautés. Le manque de respect pour les travailleurs et nos compétences, le mauvais traitement qui nous est réservé en raison de notre origine ou du type de personne que nous sommes, la perte de notre force collective et par conséquent, la répartition injuste de la richesse générée par notre travail sont des expériences vécues par bon nombre de travailleurs. Cet argument doit être diffusé par tous les canaux de manière à ce que nos membres et alliés puissent le reprendre, le réutiliser, l'intégrer à d'autres arguments et le rediffuser. Il importe donc que les syndicats offrent un contre-argument à la fois au statu quo inacceptable et aux prétendues solutions portées par l'extrême droite. Il importe aussi de faire du bruit et de participer au débat. Nous devons être clairs sur le fait qu'utiliser un groupe de personnes comme bouc-émissaires ne sert qu'à détourner l'attention des causes véritables des problèmes sur nos lieux de travail et dans nos communautés.

### **Une année de coopération syndicale pour lutter contre l'extrême droite**

Nos affiliés exigent clairement une réponse commune des syndicats européens pour coordonner nos efforts et combattre l'extrême droite. Cette feuille de route définit un plan d'actions pour la période de septembre 2021 à septembre 2022. Elle se fonde sur 14 actions clés à entreprendre par la CES et ses affiliés et prévoit le soutien du département Éducation de l'ETUI.

- Action 1 : **leadership au plus haut niveau**. La CES propose d'avoir **une discussion dédiée lors de son Comité Exécutif** de juin 2022 pour évaluer les développements et faire le point sur l'efficacité des différentes actions de la feuille de route. **Interlocuteurs dédiés** : il est demandé aux affiliés d'identifier un interlocuteur dédié qui servira d'interface avec la CES pendant la durée du plan. Durant l'année, des réunions de travail pour les interlocuteurs dédiés seront organisées en ligne si nécessaire.
- Action 2 : **intégrer la lutte contre l'extrême droite dans toutes nos organisations**. Pour la CES, il s'agit d'inviter tous ses comités à prendre en considération l'extrême droite et de demander à chacun d'établir un rapport à présenter lors de la discussion du Comité Exécutif de la CES en juin 2022.
- Action 3 : **poursuivre le travail de réseautage et l'échange de pratiques de formation**. Il faut multiplier les activités de formation organisées par nos affiliés concernant les approches syndicales qui favorisent la compréhension et la lutte contre le populisme et l'extrême droite. Pour soutenir les affiliés, l'ETUI créera un **référentiel en ligne de documents syndicaux**. Il permettra aux affiliés et à leurs syndicats de partager leurs apprentissages, leurs méthodes de formation, leurs cours et documents. Pour multiplier les interactions entre formateurs, des **réunions de coordination des formateurs syndicaux** seront également organisées par l'ETUI.
- Action 4 : la **formation spécifique à la communication** sera conçue et dispensée par l'ETUI comme un moyen d'aider les syndicats à élaborer un discours solide et fondé sur des valeurs afin de lutter contre l'extrémisme de droite. Elle sera axée sur le renforcement de la confiance dans les syndicats et sur la démocratie nécessaire aux travailleurs.
- Action 5 : **formation politique** : il sera demandé à l'ETUI d'organiser des ateliers en matière de formation politique qui articulent notre vision pour contrer l'extrême droite en offrant une véritable alternative pour combattre les inégalités.

- Action 6 : **renforcer la capacité syndicale pour contrer les discours d'extrême droite.** Dans un **document de discussion distinct sur la promotion de la campagne numérique des syndicats européens**, la CES propose deux actions pour
  - Mettre en place une plateforme européenne de pétitions syndicales intitulée « **megaphone.europe** », permettant aux affiliés (et à leurs propres membres) de publier des pétitions et d'utiliser les données de celles-ci pour organiser et mobiliser les travailleurs et les partisans. Il est également prévu de développer une base de données qui nous permettra de communiquer directement avec les membres et les partisans, en leur fournissant des contre-arguments à l'extrême droite qu'ils pourront partager.
  - Mettre en place un cyber-réseau de syndicats européens (**ETUCyberNet**) avec la possibilité pour les affiliés d'inviter leurs propres communicateurs et militants sur les médias sociaux à rejoindre un espace numérique dédié pour partager en permanence des documents de communication, y compris des documents pertinents pour la lutte contre l'extrême droite et l'extrémisme de droite.
  
- Action 7 : **commander une étude sur l'opinion publique et contacter les organisations** et institutions qui étudient ou tentent de contrer l'extrémisme de droite, notamment « More in Common », qui a produit des sondages d'opinion intéressants et aide à développer des stratégies de communication contre la haine. Les affiliés sont également invités à partager avec la CES les conclusions de leurs recherches. Ces données devraient également inclure des informations sur le véritable historique des votes des politiciens d'extrême droite (par exemple grâce à « vote watch »), l'examen de cet historique démontrant souvent qu'ils ne défendent pas réellement les intérêts des travailleurs.
  
- Action 8 : **célébrer l'histoire de notre mouvement** et ses valeurs fondamentales. Nous devons promouvoir une culture du devoir de mémoire qui empêche l'extrême droite de s'approprier des journées de fête nationale ou de commémoration. Le comité Presse et Communication de la CES sera invité à organiser un **événement annuel pour célébrer l'histoire syndicale** et promouvoir nos valeurs et nos principales réussites.
  
- Action 9 : **cartographier l'influence de l'extrême droite sur le lieu de travail.** Avec l'aide de ses affiliés, la CES mènera une enquête annuelle sur l'influence de l'extrême droite et de l'extrémisme de droite sur le lieu de travail. Cette enquête devrait être élaborée avec l'aide de l'ETUI et distribuée par le biais de nos affiliés nationaux et sectoriels. Elle est essentielle pour évaluer et cartographier l'influence de l'extrême droite, pour identifier les groupes opposés aux valeurs syndicales et pour formuler les défis à relever. La collecte d'exemples réels de déclarations antisyndicales formulées par l'extrême droite ainsi qu'une cartographie de ses stratégies d'organisation sur les lieux du travail fourniront les informations nécessaires pour faire progresser notre plan ces prochaines années. Les résultats de l'enquête feront l'objet d'un rapport et serviront de base au débat annuel lors du Comité Exécutif de la CES en juin 2022.
  
- Action 10 : **développer des stratégies industrielles communes pour faire face à la multiplication des discours générateurs de divisions sur le lieu de travail.** Les syndicats ont négocié des mesures pour lutter contre l'extrême droite sur le lieu de travail. Ces accords peuvent être source d'inspiration et d'encouragement. Les affiliés de la CES sont invités à envoyer des exemples de leurs conventions collectives, accords d'entreprises transnationales et autres

textes ou déclarations conclus par eux, qui ont pour objectif de lutter contre la montée de l'extrême droite sur les lieux de travail. La CES promouvra une approche sectorielle, transfrontalière et axée sur le lieu de travail dans un programme essentiel pour la négociation collective, et ne manquera pas de mettre en exergue les accords sur la page Web du dialogue social de la CES.

- Action 11 : **accord type de partenaire social**. Au niveau européen, la CES proposera dans le cadre de son mandat d'inclure dans le futur programme de travail sur le dialogue social 2022-2024 des partenaires sociaux européens un point concernant « **la réponse des partenaires sociaux face à la montée de l'extrême droite** ». L'objectif est de disposer d'une déclaration conjointe ou de lignes directrices communes pour donner davantage de poids aux affiliés et aux syndicats qui engagent des discussions à ce sujet au niveau de l'entreprise ou du secteur.
- Action 12 : **former des alliances**. La CES et ses affiliés doivent veiller à former des alliances pour contrecarrer l'extrême droite et **demandeur une réglementation sur les médias sociaux contre les discours de haine**, l'intimidation et le harcèlement sur les plateformes en ligne, et pour un journalisme de qualité sur divers médias. La CES a fait part de son point de vue dans deux consultations sur le Plan d'action pour la démocratie européenne et continuera à plaider en faveur d'une réglementation et de la diversité des médias lors de la Conférence sur l'avenir de l'Europe.
- Action 13 : **lutte contre l'extrême droite au Parlement européen**. La CES formulera la pratique actuelle consistant à limiter les contacts avec l'extrême droite au Parlement européen sous la forme d'une politique qui pourrait être adoptée par nos affiliés nationaux et sectoriels.
  - La CES a adopté une pratique prévoyant que ses membres doivent éviter tout contact avec les membres des groupes d'extrême droite au Parlement européen. Après chaque élection européenne, la CES identifie quels sont les groupes d'extrême droite et s'il existe d'autres partis nationaux d'extrême droite dans d'autres groupes parlementaires européens avec lesquels les contacts doivent être évités (avec l'avis des syndicats nationaux du pays concerné). La CES a également pour habitude de ne pas avoir de contact avec des dirigeants ou des représentants élus de partis d'extrême droite au niveau national, sauf dans des circonstances exceptionnelles, par exemple s'ils sont ministres dans un gouvernement et sont chargés de questions sur lesquelles nos affiliés nationaux ont demandé à la CES de se joindre à eux pour présenter les intérêts de ses membres. Dans tous les cas, nous agissons pour faire en sorte qu'ils changent d'opinion et acceptent de mettre en œuvre les principes démocratiques, syndicaux et des droits de l'homme (au gouvernement).
  - Bien que le contact restreint avec l'extrême droite dans les circonstances décrites ci-dessus puisse être nécessaire, il serait catastrophique de croire que les partis d'extrême droite et leurs dirigeants, ou les partis et dirigeants proches de l'extrême droite, pourraient devenir meilleurs en adoptant des politiques favorables aux travailleurs, ou qu'un « accord » conclu avec ces partis pourrait les rendre moins dangereux. En bref, un « cordon sanitaire » doit être imposé au niveau européen et national (sauf dans des circonstances très particulières).
- Action 14 : **préservé l'« État de droit »**. La montée de l'extrême droite pose des difficultés croissantes pour l'État de droit – on observe ainsi des cas d'ingérence politique très médiatisés dans le système judiciaire, les médias et d'autres

institutions qui devraient être indépendants. La CES continuera à appeler les organisations internationales, notamment l'Union européenne, à faire respecter l'État de droit dans les pays membres, y compris à assurer un véritable « mécanisme global d'État de droit à l'échelle européenne », et à **conditionner l'octroi de TOUS les fonds de l'UE au respect de l'État de droit**. La CES profitera de sa participation à la Conférence sur l'avenir de l'Europe pour plaider en faveur de l'« État de droit » et de garanties efficaces pour celui-ci.

- Action 15 : **garder les idées d'extrême droite et extrémistes hors de notre mouvement**. La CES mènera une enquête auprès de ses affiliés nationaux et sectoriels pour identifier les règles et pratiques qu'ils ont adoptées. Les résultats de cette enquête seront intégrés aux discussions du Comité Exécutif sur l'extrême droite qui se tiendra en juin 2022.

## Conclusion

Combattre l'extrême droite et l'extrémisme de droite ne sera pas facile, le plus difficile étant peut-être qu'une mauvaise approche risque de renforcer le discours d'extrême droite selon lequel les syndicats appartiennent à l'élite qui tente de la réduire au silence. Cela souligne l'importance de s'engager avec les travailleurs en s'appuyant sur notre rejet du statu quo et sur notre alternative syndicale. Stagnation des salaires, travail précaire, mauvaises conditions de travail et inégalités ont eu raison des travailleurs. Ces réalités sont les conséquences de choix politiques, et non la faute d'autres personnes actives.

La priorité de ce plan est claire : nous devons développer notre capacité à combattre l'extrême droite et à soutenir nos affiliés pour résister à toutes les tentatives de diviser les travailleurs, que ce soit sur le lieu de travail ou en politique. Nous devons renforcer la solidarité et le pouvoir des travailleurs.

Cette résolution et la résolution sur la démocratie se renforcent mutuellement, elles impliquent des engagements parallèles en faveur d'actions syndicales globales et cohérentes visant à défendre et renforcer la démocratie et à contrer l'extrême droite.

Il est demandé au Comité Exécutif d'adopter ce plan et d'accepter que le débat entre dirigeants ait lieu la veille/après le Comité Exécutif de juin 2022.